

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 606

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine public

Hebdomadaire romand
Automne 1981
Dix-huitième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10 - 155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Double page
de présentation
publiée
à l'occasion
de la parution de DP 606
(24.9.1981)

DP - 18 ans - majorité civique

1963, lancement de «Domaine Public». La date situe. 1963, c'est l'expansion économique à grand braquet: croissance démographique explosive avec l'arrivée massive des travailleurs étrangers, bénéfices nationaux faciles, car l'énergie est bon marché, le loyer de l'argent bas et la main-d'œuvre, globalement, peu coûteuse, grâce à l'immigration qui livre des travailleurs-prêts-à-l'emploi.

Le langage politique est au réformisme verbal: sécurité sociale, aménagement du territoire, développement et ouverture de l'Université, nouvelles structures scolaires, promotion de la recherche, participation.

En fait, l'intendance, la réforme engrangée, l'acquis nouveau, suivaient mais loin derrière le verbe. Le pays restait confidentialiste: Hofmann-La Roche ne publiait même pas son chiffre d'affaires! Décrire le groupe Nestlé était travail original et inédit. L'invention politique se limitait à des discussions d'équilibre au sein du Conseil fédéral, de programmes minimums.

«Domaine Public» est né dans ce contexte.

En 1981, les circonstances économiques ont viré et conjointement la sensibilité nationale.

Le réformisme est à marée basse: caisses fédérales vides; les bénéfices nationaux ont cessé d'être faciles: énergie chère, argent cher, immigration stoppée, lourde population non active.

L'image extérieure de la Suisse s'est durcie: place bancaire au parfum de secret, terre d'asile plus généreuse pour les capitaux que pour les hommes.

Le recul du réformisme ambiant a entraîné non pas un renforcement de la gauche, mais son étirement: d'une part une acceptation du type «si peu que ce soit c'est mieux que rien» et d'autre part une critique, sans responsabilités assumées, qui tend à la marginalisation.

Une constante toutefois.

La pauvreté des moyens d'expression critiques demeure, aggravée même. La droite, nerveuse, s'exaspère à l'idée que tel journaliste de la grande presse, ou de la radio, ou de la TV, révèle une curiosité non conformiste. Mais en dix-huit ans, les deux quotidiens de gauche romands, et le «Peuple/La Sentinelle» et la «Voix ouvrière» ont disparu. C'est autrement important et significatif. En regard, Ringier, éditeur de «Blick», peut disposer de plusieurs millions pour lancer un hebdo romand. Certes, l'argent permet d'acheter des talents. Mais pourquoi ne pas faire exister d'abord une entreprise comme «Domaine Public» qui vit sans publicité, par le dévouement désintéressé d'équipes fidèles et renouvelées, et qui exprime parfois avec maladresse, mais aussi souvent avec originalité, une pensée critique de gauche? Et plus précisément.

Pour nous le réformisme social demeure inachevé: avant de laisser parler des excès de l'Etat-providence, il faudrait simplement et humainement renforcer la solidarité nationale. Pour nous, la Suisse perd de son exemplarité internationale: pays parmi les plus riches par tête d'habitant et le plus chiche dans son aide au tiers monde. Pays bien géré au demeurant puisqu'il dégage sans crise un haut revenu, mais pays qui innove peu, qui vit des rentes de son capital, où les droits des travailleurs demeurent une sorte de droit au semi-confort, mais pas un droit de codécision.

Dix-huit ans après, la pierre de l'immobilisme est toujours aussi lourde. Mais la droite est devenue plus arrogante, s'appuyant plus fortement sur les privilégiés secrétés par la prospérité helvétique. Leçon d'humilité. L'histoire même — surtout — locale est lente. Raison de persévérer. Raison d'être de «Domaine Public»!